

# APRES LE PASSAGE EN FORCE À L'ASSEMBLÉE, IMPOSONS AU GOUVERNEMENT LA CENSURE DE LA RUE !

**BULLETIN NPA RENAULT LE MANS**

**18 MAI 2016**

**A** lors que l'immense majorité de la population est opposée à la Loi El Khomri, Hollande et Valls ont décidé de passer en force, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution, pour faire adopter la loi travail sans vote. Eux qui étaient farouchement opposés à l'utilisation de cet article à l'époque où ils étaient dans l'opposition, dénoncée par Hollande comme « une brutalité » et « un déni de démocratie », ils s'arrogent le droit d'y recourir sous prétexte qu'ils sauraient mieux que nous ce qui est bon et juste !

Quant à la plupart des députés « frondeurs » et écologistes, ils ont choisi de laisser passer le texte plutôt que de voter la motion de censure et la démission du gouvernement, sous prétexte de ne pas mêler leurs voix à celles de la droite. Ils n'ont pourtant pas eu les mêmes états d'âme en mêlant leurs voix à celles de la droite pour prolonger l'état d'urgence jusqu'en juillet !

## NOUS POUVONS GAGNER !

Parce que le texte est loin d'être définitivement adopté. Il doit maintenant être examiné par le Sénat, où la droite va jouer la surenchère, avant de revenir devant l'Assemblée.

Hollande a beau fanfaronner sur Europe 1 en affirmant que « cette loi, elle va passer, je ne céderai pas », nous pouvons encore gagner. Il y a 10 ans, en 2006, le gouvernement De Villepin avait retiré le Contrat Première Embauche (CPE) alors que le projet avait été définitivement adopté et après avoir utilisé le 49-3. Tout va dépendre du niveau de la mobilisation, du nombre de salariés et de jeunes qui vont encore descendre dans la rue et faire grève pour durcir le mouvement.

## SANS AUCUNE HÉSITATION, NOUS POUVONS DÉGAGER CE GOUVERNEMENT ET SA LOI.

Il utilise la violence policière pour intimider, diviser et réprimer les manifestants. Il criminalise les opposants en les poursuivant et les condamnant à de lourdes peines. Il prétend interdire à certains le droit de manifester en s'appuyant sur l'État d'urgence, soi-disant instauré pour combattre le terrorisme, alors qu'il n'a rien de précis à leur reprocher.

Ce gouvernement n'est plus légitime, ni pour la population, ni même dans sa propre majorité. Il doit dégager par tous les moyens nécessaires !

L'enjeu des jours prochains est clair : renvoyer comme un boomerang à Hollande et Valls leur acharnement à passer en

force en utilisant à la fois les mécanismes antidémocratiques de la Vème République et la violence policière.

Dans la foulée de l'État d'urgence, ils pensaient pouvoir tout se permettre. Ça ne passe pas. Le gouvernement n'a jamais été aussi faible et discrédité, le PS est en crise profonde. Cela offre au mouvement social la possibilité de gagner, d'arracher ce dont il a le plus besoin : une victoire, enfin !

## L'ÉPREUVE DE FORCE : C'EST MAINTENANT

Pour toutes celles et ceux qui refusent la « loi travail » – salariés du public et du privé, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants – c'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble.

On sait que les grèves de 24 heures, espacées dans le temps, comme l'ont proposé jusqu'à présent les directions syndicales, ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement.

Après la journée de grèves et de manifestations du mardi 17 mai, l'entrée en grève des cheminots, les appels à la grève reconductible dans plusieurs secteurs, seuls moyens pour taper le patronat au tiroir-caisse et accentuer la pression sur le gouvernement, la journée de grève appelée le jeudi 19 mai par l'intersyndicale doit être l'occasion de faire monter d'un cran la

mobilisation, en se donnant l'objectif de parvenir à bloquer l'activité économique du pays.

Ce qui est bien à l'ordre du jour, c'est la construction d'un mouvement d'ensemble, une grève générale pour en finir avec la loi El Khomri, ce gouvernement et leur monde.



49.3 ET DE LA SUITE DANS LES IDÉES...

Pour nous contacter :  
Tél : 06 33 55 00 27  
COURRIEL : [NPA.SARTHE@GMAIL.COM](mailto:NPA.SARTHE@GMAIL.COM)  
LAISSE TRAINER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU

---

## **AVEC LE RACHAT DE MITSUBISHI, UNE NOUVELLE MARQUE DANS LE PORTEFEUILLE DE CARLOS GHOSN**

Carlos Ghosn est un champion de monopole industriel et financier. Nissan dont il est le PDG annonce qu'il va prendre le contrôle de l'entreprise automobile japonaise Mitsubishi. L'ensemble multimarques Nissan, Renault, Autovaz et Mitsubishi représente 9,52 millions de voitures au touche touche dans le classement des grands groupes automobiles mondialisés avec Toyota, VAG et General Motors. L'égo et le portefeuille de Ghosn et quelques grands directeurs en sortent peut être regonflés mais on n'en a rien à battre de leur couse au top machin chose.

---

## **BOSCH A VÉNISSEUX, LA GRÈVE IMPOSE LE REcul À LA DIRECTION**

Mercredi 11 mai, après deux semaines de grève tournante, la direction garantit jusqu'à fin 2020 des effectifs minimum de 270 personnes.. Ils devaient concerner entre 60 et 70 salariés. Au départ, la direction envisageait 180 suppressions d'emplois. Bosch à Vénissieux est un modèle pour la régression sociale. En 2004, dans l'une des usines de Vénissieux, un référendum d'entreprise avait été organisé pour faire accepter le gel des salaires et une suppression de 400 emplois en échange d'une promesse de maintien de l'activité. Le chantage patronal avait fonctionné mais quelques années après Bosch vendait l'usine et se défaussait de toutes ses promesses.

---

## **LA MAFIA DE GHOSN**

Dans les assemblées générales d'actionnaires, on vote selon son pognon. Le grand retour du suffrage censitaire mis à bas par les révolutions d'il y a deux cent ans ! Avec le refus de l'Assemblée Générale des actionnaires de Renault d'avaliser ses 7,5 millions d'euros de revenus annuels, même là on trouve que Ghosn y va trop fort ! Et Macron a fait voter contre la rémunération de Ghosn sachant très bien que cela n'allait servir à rien.

Dans l'heure qui a suivi, le Conseil d'Administration a décidé de s'asseoir sur le vote des actionnaires et de continuer à gaver Carlos Ghosn en millions d'euros. Dans ces conseils, ils se cooptent tous et toutes entre eux et s'achètent leurs votes à coups de jetons de présence. C'est une mafia sans loi ni morale sinon celle de leur enrichissement personnel

Pas se lamenter mais les empêcher de nuire ! En exigeant des augmentations de salaires ! Avec pour objectif qu'ils rendent gorge de tout ce qu'ils volent de notre travail !

---

## **LES INDEMNITÉS CHÔMAGE BIENTÔT À LA BAISSÉ**

L'objectif des discussions actuelles entre syndicats et MEDEF est connu : réaliser 1,6 milliard d'économies comme le gouvernement s'y est déjà engagé. La négociation UNEDIC est d'emblée pipée.

Il y a trois façon de faire des économies pour l'assurance

chômage : diminuer le nombre des chômeurs par la création d'emplois, augmenter les cotisations patronales ou bien baisser les allocations en montant et en durée d'indemnisation. Gouvernement et MEDF excluent les deux premières solutions. Il ne reste pour eux que les atteintes aux droits des sans emploi.

C'est avec la loi EL Khomeri la même politique de précarisation de l'emploi et nouveaux privilèges accordés aux patronat. Le MEDEF fait monter les enchères en menaçant de ne plus participer aux négociations car il a obtenu l'essentiel du gouvernement sur les économies à réaliser Les syndicats opposés à la loi El Khomeri n'ont rien à faire dans ces négociations truquées. Entre tractations de couloir et mobilisation pour le tous ensemble, il faut choisir !

---

## **SECRET DES AFFAIRES, LE PARLEMENT À LA BOTTE DES MULTINATIONALES**

Au Luxembourg fin avril a commencé le procès « Luxleaks ». Le procureur y a requis 18 mois de prison contre A.Deltour et R.Halet, deux salariés du cabinet d'audit PwC. Leur crime : avoir utilisé les informations auxquelles ils avaient accès pour dévoiler comment la législation du Luxembourg permettait à des multinationales d'économiser des milliards sur leurs impôts : une atteinte impardonnable au secret des affaires. Secret des affaires dont la protection est au cœur de la directive votée à une forte majorité au Parlement européen le 14 avril . Cette directive énonce une définition du secret des affaires tellement large que toute information interne à l'entreprise pourrait en faire partie. Avec le risque pour quiconque oserait dénoncer pratiques illégales ou malversations de se voir traduire en tribunal et lourdement condamnés. Après les Panama Papers et autres scandales, l'heure n'était pourtant pas à protéger le secret des affaires , mais à l'abolir.

---

## **LE PARLEMENT EUROPÉEN À LA BOTTE DES MULTINATIONALES, LE FN TOUT AUTANT**

A entendre les discours de ses dirigeants, le Front National serait le parti qui défend les petits contre les puissants, les PME contre les multinationales du capitalisme « mondialisé ». Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Le Parlement européen vient de voter à une majorité très forte une directive sur le secret des affaires qui comble les vœux des multinationales. Tous les députés du Front National présents dans l'hémicycle au moment du vote ont voté pour cette directive. Un vote au service du grand capital, en compagnie des députés de droite et du PS. Un vote pour une directive qui va ensuite s'appliquer dans l'ensemble des pays européens. Alors même que les dirigeants du Front National ne cessent de rendre l'Europe responsable de tous nos maux. Leur vote sur le secret des affaires en dit long sur l'arnaque du discours officiel.

**LE BLOG DU SECTEUR  
AUTOMOBILE DU NPA  
Tracts, infos, tout y est !  
[WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG](http://WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG)**

